

# Open Source : la France apparaît comme une championne d'Europe

9,9 %. C'est la part de l'**open source** dans le marché global de l'IT en France en 2017. Ce qui fait de notre pays, le champion d'Europe du libre devant le Royaume-Uni (6,5 %) et l'Allemagne (6,4 %).

A la lecture de cette performance, les quelque 5000 visiteurs qui se sont rendus les 6 et 7 décembre à l'**Open Source Summit** ne pouvaient donc que se réjouir. La population présente était d'ailleurs à l'image de la mutation en cours. Une population diversifiée.

Toujours selon la dernière étude du **Conseil National du Logiciel Libre** (CNLL), réalisée par PAC et CXP, le chiffre d'affaires du secteur du libre s'élèvera à 4,426 milliards d'euros cette année, en hausse de 8 %.

Cette croissance annuelle de 8 % devrait se poursuivre dans les prochaines années pour atteindre 5,65 milliards d'euros en 2020 et un taux de pénétration de 11,1 %.

Antidote à l'offshore, l'open source est aussi fortement créateur d'emplois sur notre sol. L'étude table sur la création de pas moins de 4 000 emplois nets cette année.

Et l'avenir semble radieux. Big data, intelligence artificielle, blockchain, internet des objets... A l'exception de la sécurité, dernier bastion à abattre, l'open source est présent dans toutes les nouvelles technologies réunies sous l'acronyme SMACS (pour social, mobilité, analytics, cloud et sécurité). Un marché qui devrait progresser de 15,2 % en 2017 selon Syntec numérique.

Pionniers du libre, l'Etat et les grandes administrations comme la Gendarmerie Nationale et les Impôts ont été rejoints par les entreprises du privé, notamment dans la banque et l'énergie. Ainsi, Société Générale présentait notamment son plan de conversion en trois ans à l'open source.

## **De la consommation à la contribution**

Gagnant en maturité, le marché connaît un point d'inflexion, selon Véronique Torner, Présidente d'Alter Way et membre du Conseil national du numérique (CNNum).

« Les entreprises passent de la consommation à la contribution. Elles ne se contentent plus d'utiliser des solutions open source mais participent aux communautés pour tirer tout le potentiel de ces technologies. »

DSI groupe d'Essilor et Président du Cigref, le club des DSI de plus de 140 grandes entreprises françaises, Bernard Duverneuil estime, lui aussi, qu'un vrai basculement s'est opéré.

« En 2011, à la création du groupe de travail open source au Cigref, le mouvement était encore timide. Aujourd'hui, le virage est pris. Les entreprises ne font pas que picorer et remplacer par-ci par-là des briques traditionnelles par leurs alternatives open source. Elles adoptent l'état d'esprit du libre, recrutent des compétences différentes, s'investissent dans les communautés. »

Cette approche globale de l'open source permet, selon lui, de maîtriser pleinement les technologies. « En ayant cette vue d'ensemble, les entreprises peuvent voir quelles technologies sont interopérables, cela leur donne une liberté d'action. »

## **Sortir de la dépendance aux grands éditeurs**

Le coût est, bien sûr, un des facteurs de passage à l'acte mais pas le seul. « Les entreprises membres du Cigref se posent la question de leur dépendance aux grands éditeurs qu'il s'agisse des évolutions imposées ou des pratiques commerciales, poursuit Bernard Duverneuil.

L'open source leur offre plus de transparence, une maîtrise de leur avenir, une capacité d'innovation. » A cet égard, DevOps agit, selon lui, comme un vrai levier pour introduire l'open source dans les organisations.

Du côté justement de l'offre, Godefroy de Bentzmann, Président de Syntec Numérique estime que son syndicat professionnel a pris la mesure du phénomène.

« Il y a dix ans, les grands éditeurs voulaient que Syntec Numérique prenne position contre l'open source. Aujourd'hui, le comité open source du syndicat est très actif. Il réunit des professionnels du logiciel, de services et du conseil. Nos 500 startups membres sont dopées à l'open source. »

Selon un sondage interne, 88 % des adhérents de Syntec Numérique considèrent que l'open source fait partie de leur offre à plus ou moins grande échelle et 86 % qu'il leur apporte de la valeur.

Ce qui fait dire à Gilles Babinet, serial entrepreneur et digital champion auprès de la Commission Européenne, que le monde libre a gagné la bataille.

« 25 ans après les premiers travaux de Linus Torvalds et Richard Stallman, les opposants à l'open source ont baissé les armes. Tous les freins ont été levés. »

Il ne reste, à ses yeux, qu'une limite : l'expérience utilisateur (UX) qui n'est « pas encore à la hauteur des solutions propriétaires ».

## **Une pénurie « dramatique » de compétences**

Tant d'intérêt pour l'open source crée mécaniquement des tensions sur le marché de l'emploi. « Il y a toujours eu un manque de compétences open source mais la situation est devenue dramatique depuis six mois », déplore Godefroy de Bentzmann.

Bernard Duverneuil partage le constat. « On se pique les talents les uns, les autres, le système arrive à sa limite. Les salaires augmentent et il y a des carences de postes. »

A ses yeux, la formation initiale ne produit pas assez de diplômés et les grandes entreprises partent avec un handicap supplémentaire en termes d'attractivité face notamment aux startups.

« Il y a dix ans, on trouvait des compétences Python. Depuis, elles se sont évaporées alors que le langage revient à la mode avec l'IoT et l'embarqué », confirme Véronique Torner.

Les écoles doivent, selon elle, se mobiliser pour réduire le décalage entre les formations dispensées et les attentes des entreprises.

En termes de formation continue, Syntec Numérique travaille sur le sujet avec le Fafiec, son organisme paritaire collecteur agréé (OPCA). « Il faut repenser les formations pour que l'open source tienne toute sa place », avance Godefroy de Bentzmann.

Le marché est d'autant plus en manque de compétence qu'il ne s'adresse véritablement qu'à la moitié de la population. 15 % seulement des métiers du numérique sont occupés par des femmes selon Syntec Numérique et la proportion est encore moindre dans l'open source.

Très geek, le monde du libre ne serait pas très « open » à l'égard de la gente féminine. « Les femmes manquent, elles pourraient apporter beaucoup par leur intuitivité, leur créativité », plaide Godefroy de Bentzmann.

Syntec Numérique qui veut faire de la féminisation dans le numérique une cause nationale en 2018.

## **L'open source, gage de la souveraineté de l'Etat**

Invité d'honneur de l'Open Source Summit, Mounir Mahjoubi, secrétaire d'Etat chargé du numérique, a rappelé l'importance que revêt l'open source dans la modernisation du service public.

La souveraineté numérique de l'Etat passe, d'après lui, par la maîtrise des technologies du libre.

« L'open source occupe une place de plus en plus importante au sein de la Dinsic [la Direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat, NDR] avec des agents publics contributeurs à temps plein. »

Mounir Mahjoubi rappelle qu'un recours généralisé à l'open source s'inscrit dans la volonté arriver à 100 % des démarches publiques numérisées d'ici 2022.

Il cite, en exemple, le marché public simplifié. Proposé dans certaines régions, il permet à une entreprise de participer à un marché en entrant seulement son numéro de SIRET cela donne plus transparence.

Enfin, le secrétaire d'Etat a évoqué un sujet du moment, la transparence des algorithmes. « Je crois qu'un algorithme transparent et bien fait aboutit à une décision plus juste que celle rendue par une obscure commission ».

En cela, Mounir Mahjoubi dit vouloir poursuivre l'effort initié par son prédécesseur, Axelle Lemaire, avec la loi pour une République numérique du 7 octobre 2016. Son article 2 crée un droit d'accès spécifique à l'intelligence artificielle.

Un citoyen peut demander à une administration les règles qui président à un traitement algorithmique quand celui-ci débouche sur une décision individuelle.